

CONSTITUANTE ET DICTATURE...

Pensiero e Volontà - 1^{er} décembre 1924

L'excellente revue bi-mensuelle communiste anarchiste *Le Réveil / Il Risveglio* (publiée en français et en italien depuis vingt-quatre ans par le compagnon Luigi Bertoni, en Suisse (Genève, rue des Savoises, 6) traduit les remarques que j'ai faites dans le n°20 de *Pensiero e Volontà* concernant une éventuelle Constituante, et y ajoute une note dans laquelle elle attire l'attention «*sur un problème complémentaire qu'une expérience des plus douloureuses nous fait nous poser: comment empêcher que notre opposition à la Constituante n'ouvre la voie à la dictature?*»

La question est en effet importante, et urgente parce que les choses mûrissent très vite: nous pourrions d'un moment à l'autre nous trouver face à une situation qui ne nous permette plus de discuter et qui nous oblige à une action rapide, à laquelle nous devrions déjà être préparés spirituellement. C'est pourquoi j'invite à mon tour les compagnons à étudier ce sujet à fond, de tous les points de vue possibles. En attendant, j'apporte ici ma contribution à la discussion.

Entre la Constituante et la dictature, il n'y a pas de différence essentielle. Aussi bien l'une que l'autre, ce sont des pouvoirs qui concentrent ou cherchent à concentrer dans leurs mains toutes les forces sociales pour imposer leurs propres idées à la collectivité, et surtout leurs propres intérêts. Dans leurs formes modernes plus ou moins révolutionnaires, elles agissent au nom du «peuple souverain», ou au nom du «prolétariat conscient et évolué»; mais en réalité, elles ne sont jamais que de petites minorités qui étouffent toute libre initiative et qui imposent au «peuple» ou au «prolétariat», c'est-à-dire à tous et en particulier aux travailleurs, la domination d'une caste ou d'un parti, quand ce n'est pas celle d'une seule personne ou d'un petit nombre.

Il y a cependant une différence: c'est simplement une différence de degrés et de manière de procéder mais cette différence est loin d'être négligeable parce qu'au fond, tout est dans la vie et dans l'Histoire une question de degrés et de façon de procéder.

La Dictature, c'est le but qui a été atteint. C'est le petit groupe qui a réussi à constituer tout un appareil militaire et bureaucratique et qui domine grâce à cet appareil et se trouve toujours prêt à briser par la force brutale toute tentative de résistance.

La Constituante, c'est encore la lutte entre les partis pour conquérir la prédominance, pour imposer sa propre dictature, de fait sinon de droit.

La Dictature, c'est la chape de plomb: c'est, ouvertement et cyniquement, la suppression de toute liberté. Contre la dictature, la seule résistance possible, c'est la conspiration et la lutte armée.

A cause des différends et de la lutte entre les partis, la Constituante, elle, a besoin de faire appel au consensus de la majorité et de tenir compte des courants d'opinion qui traversent et agitent les masses populaires - et cela, jusqu'à ce que l'un des partis réussisse à s'imposer. C'est pourquoi elle laisse un petit filet d'air à la liberté.

Il s'ensuit que s'il n'y avait pas d'autre porte de sortie que la Dictature ou la Constituante, nous ne pourrions que préférer la Constituante. Je parle, bien sûr, d'une Constituante qui se tiendrait pendant ou après une insurrection contre les pouvoirs constitués; parce qu'une Constituante convoquée en régime monar-

chique pour décider des réformes à apporter à la Constitution, ce serait une farce qui ne pourrait intéresser que les républicains... de Sa Majesté.

Mais il y a, heureusement, un autre moyen; le nôtre: l'action directe des masses.

Nous devons agir et inciter les masses à agir sans attendre que des ordres viennent d'un pouvoir ou d'un centre quelconque.

D'abord et avant tout, armer tout le monde: c'est là quelque chose qui est à défendre et à réaliser. Bien se garder de tomber dans le piège d'un règlement qui interdirait d'avoir des armes à certaines classes ou à certains partis sous prétexte de désarmer les contre-révolutionnaires: sinon, ceux qui finiraient par se retrouver désarmés, ce serait nous et la masse des travailleurs, et on irait tout droit à la création de corps armés spéciaux au service du parti dominant. Étant donné l'état d'esprit actuel, la meilleure façon et peut-être la seule d'éviter ou de diminuer l'emploi des armes et les atteintes à la liberté, c'est d'armer tout le monde et de donner à chacun la possibilité de défendre, seul ou avec l'aide des amis et des voisins, sa propre liberté.

Procéder immédiatement et comme on peut à l'expropriation des capitalistes. Occupation par les travailleurs des usines, des terres, des bateaux, des chemins de fer et autres moyens de transport. Inventaire de tous les biens de consommation disponibles et organisation de la distribution et de la production par le biais des syndicats, des coopératives, des Chambres du Travail, des groupes de volontaires et de toutes sortes d'associations existant ou qui se constitueraient pour répondre aux besoins immédiats.

Réunion d'assemblées de quartier, communales, intercommunales, régionales, nationales, qui prendraient les initiatives nécessaires, en concordance avec celles des autres et qui les réaliseraient sans prétendre faire la loi pour tous ni l'imposer par la force aux réticents.

Révolution active, armée s'il le faut, contre toute tentative de dictature.

Refus de participer en tant qu'électeur et comme élu à tout corps représentatif, Constituante ou autre, qui prétendrait faire la loi et constituer une force armée pour la faire respecter.

Par ailleurs, laisser les autres faire tout ce que nous ne pourrions pas faire mieux qu'eux: se féliciter de voir qu'il y en a qui s'en chargent, s'il s'agit de choses nécessaires et utiles, et être prêts à apporter volontairement notre concours, s'il le faut. Nous adapter aux conditions imposées par la nature des choses et par les nécessités du moment mais résister devant quiconque prétendrait s'imposer par la force.

Être conciliants et transiger autant qu'il est possible sans aller à l'encontre des principes de base de notre révolution, à savoir: que personne ne viole par la force la liberté d'autrui, à condition que cette liberté ne viole pas l'égale liberté des autres; et que personne n'ait les moyens d'obliger les autres à travailler pour lui et à se laisser exploiter.

Est-ce qu'avec tout cela nous ferons l'anarchie?

Dans l'état actuel de nos forces et du niveau moral de la population, probablement pas.

On aboutira probablement une fois de plus à une organisation sociale portant les germes infectieux de l'autoritarisme et du privilège.

Mais l'autorité sera d'autant moins oppressive et moins pesant le privilège restant que notre activité dans la période révolutionnaire aura été plus grande, plus importantes les conquêtes faites directement par le peuple, plus nombreuses et étendues les réalisations mises en œuvre avant que ne vienne la nouvelle loi.

Et plus la voie de l'avenir sera large et facile.

Errico MALATESTA.
